

[Text]

It sounds like what you're saying to me is what I understand to be what SECOR is proposing as an approach for CIDA and the department to assist NGOs—the use of NGOs as deliverers of thematic assistance. You're in effect making this case in the ocean area, as I hear it.

**Mr. Comber:** Yes. Well, with a caveat. There's always a caveat. Yes, except the way CIDA will operate is they will have country programs which decide what sectors to get involved in. Once again, from a group who has specialized in ocean development, we have grave concerns that the manner in which these decisions are taken will preclude ocean development being a sector of interest for virtually all of the target countries. If they stay with their thirty or forty target countries, maybe one or two out of the forty would have oceans as a sector of concentration.

Furthermore, they will tend to be very geographically concentrated, so that all of the small island countries will be left out of Canada's aid program, as basically they were before ICOD was created.

**The Chairman:** I think we hear that, and I think I understand that. Mr. McLean.

**Mr. McLean (Waterloo):** Mr. Chairman, in the testimony we've been receiving from CIDA officials there's been a concerted effort to underline the fact that CIDA is moving to a regional focus. While the pre-eminence of bilateral focus is still there, the question of how you develop that with the new focus is to work where possible with regional groupings, where there is a lot of overlap, as with the smaller island countries and others in the marine area. As a focus and an effort to deal in an umbrella way, it would seem they're moving in that direction.

I wanted to turn the discussion a little bit and be convinced that ICOD is not a duplication. Let me come at it another way. I have in my riding two universities, the University of Waterloo and Sir Wilfred Laurier, and I have a number of people who live at the University of Guelph. I grew up in Victoria, on the Pacific. My friends in the university community say part of the research and development assistance delivery has been spun off, and here we are with very competent, compatible, administrative machinery for audit purposes. Many of us are with centres for ocean studies and related specialties on both coasts. Here we have tightened money, and we are in the business of being a delivery vehicle. We have, in a sense, agencies competing for scarce dollars.

Not disputing the work ICOD is doing, but many of these things are complementary, and in some cases they could be using existing structures there. Or as the chairman suggests, under the model being reviewed by the management in the NGO sector, there are other ways of continuing this influence and the need for the unique role Canada has with the LDCs—the question of carrying the flag, the question of managing the 200 mile. Particularly in southern Africa, if the

[Translation]

Il me semble que ce que vous me dites, c'est ce que SECOR propose, je pense, comme approche pour l'ACDI et le ministère en vue d'aider les ONG. . . l'utilisation des ONG en tant que fournisseurs d'une aide thématique. Si je vous ai bien compris, c'est ce que vous proposez dans le domaine des océans.

**M. Comber:** Oui. Mais à une condition. Il y a toujours une condition. Oui, sauf que l'ACDI fonctionnera de la façon suivante: il y aura des programmes pour décider dans quels secteurs intervenir. Encore une fois, en tant que groupe qui se spécialise dans l'exploitation des océans, nous craignons que la façon dont ces décisions seront prises n'empêche l'exploitation des océans de devenir un secteur d'intérêt pour pratiquement tous les pays cibles. Si l'ACDI garde ses 30 ou 40 pays cibles, peut-être que l'exploitation des océans serait un secteur d'intérêt pour seulement un ou deux de ces 40 pays.

En outre, ils auront tendance à être très concentrés du point de vue géographique, de sorte que tous les petits pays insulaires échapperont au programme d'aide du Canada, comme c'était le cas essentiellement avant la création du CIEO.

**Le président:** Oui, c'est ce que nous comprenons. Monsieur McLean.

**M. McLean (Waterloo):** Monsieur le président, lorsque les représentants de l'ACDI ont témoigné devant notre comité, ils ont souligné le fait que l'ACDI prenait une orientation régionale. Alors qu'il y a toujours prééminence d'une approche bilatérale, il s'agit de travailler, lorsque c'est possible, avec des groupes régionaux, lorsqu'il y a de nombreux chevauchements, comme c'est le cas avec les petits pays insulaires et d'autres pays dans le secteur des océans. Il me semble que c'est l'orientation qu'ils sont en train de prendre en essayant de regrouper leurs efforts.

J'aimerais aborder la question sous un autre aspect et acquérir la conviction que le CIEO ne fait pas double emploi. Permettez-moi de vous présenter le problème d'une autre façon. Dans ma circonscription, il y a deux universités, l'Université de Waterloo et l'Université Sir Wilfred Laurier, et il y a un certain nombre de gens qui vivent à l'Université de Guelph. J'ai grandi à Victoria, sur la côte ouest. Mes amis du milieu universitaire disent qu'une partie des programmes d'aide à la recherche et au développement se chevauchent, et, pourtant, nous avons un mécanisme administratif de vérification tout à fait compétent et compatible. Sur la côte est comme sur la côte ouest, il y a des centres d'études océanographiques et de spécialités connexes. Nous connaissons une période de restrictions budgétaires, et nous avons des programmes à exécuter. En un sens, les organismes se font concurrence pour obtenir des fonds qui sont plutôt rares.

Je ne veux pas minimiser le travail que fait le CIEO, mais bon nombre de ses projets sont complémentaires, et dans certains cas on pourrait utiliser les structures qui existent là-bas. Donc, comme le président l'a laissé entendre, selon le modèle envisagé par la gestion dans le secteur des ONG, il y a d'autres façons de maintenir cette influence et le rôle unique que joue le Canada auprès des pays en voie de développement—la question de planter le drapeau, de gérer